

BOUTEFLIKA MULTIPLIE SES SORTIES

Deux messages, une directive et toujours le suspense

Peu visible pendant plusieurs mois, le Président Bouteflika enfourche les polémiques nées des attaques de Saâdani contre le DRS pour se remettre au devant de la scène. Après deux messages où l'appel à l'apaisement a figuré en maître mot, il a émis jeudi une directive à travers laquelle il somme l'administration d'impartialité lors de la campagne électorale et durant le déroulement du scrutin.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Par sa directive, Bouteflika instruit l'administration à observer la stricte neutralité et impartialité lors du scrutin présidentiel, mais aussi l'ensemble des intervenants dans le processus électoral à réunir les conditions pour un bon déroulement de l'élection. Il a appelé à «éviter toute action qui porterait atteinte aux droits des électeurs et des candidats qui sont garantis par la Constitution et la loi». Aux agents de l'Etat impliqués dans l'organisation de l'élection présidentielle, notamment les walis, Bouteflika enjoint de mobiliser toutes capacités disponibles pour assurer une régulation stricte du scrutin. A commencer par la campagne électorale.

Le chef de l'Etat a insisté notamment sur l'aspect lié à l'organisation des meetings et aux lieux destinés à l'affichage. Bouteflika a instruit de réunir toutes les conditions qui permettent aux candidats de bénéficier de chances égales dans la compétition.

Bouteflika a instruit également l'administration de mettre à la disposition des candidats ou de leurs représentants ainsi qu'aux représentants des partis politiques participant à l'élection présidentielle les listes électorales par commune. Il a insisté également sur l'obligation de faciliter l'exercice de la surveillance des opérations de vote et du dépouillement par les représentants des candidats. Bouteflika a appelé les médias, publics et pri-



Abdelaziz Bouteflika.

Photo : Samir Sid.

vés, à garantir un traitement équitable à l'ensemble des compétiteurs. «Au regard du rôle majeur de la presse nationale, aussi bien publique que privée, dans la réussite de la prochaine consultation à travers une contribution à la création d'un climat propice à la libre

expression du choix des électeurs et des électrices, j'attends des médias publics qu'ils fassent preuve de rigueur professionnelle et de professionnalisme pour garantir un traitement équitable pour tous les candidats tant lors de la campagne électorale que durant la période qui

la précède», a-t-il souhaité, poursuivant avec le même souhait que «les organes de presse privés observent le même sens du devoir professionnel en respectant l'éthique de la profession qui exige de faire prévaloir l'objectivité lors du traitement des informations relatives à cet important événement». Cela étant, il est à noter qu'au bout de ses trois sorties successives, Bouteflika n'a pas trahi son attitude faite de suspense sciemment entretenu au sujet de sa propre ambition.

D'avoir voulu s'élever au-dessus de la mêlée et s'extraire aux polémiques récentes et d'ensuite instruire l'administration et les agents de l'Etat d'agir dans le strict respect de la loi lors des prochaines élections, Bouteflika s'est peut-être hissé au spectre du visible mais il n'a nullement libéré le jeu politique. En poursuivant de maintenir le mystère autour de sa candidature, il brouille l'horizon politique et prend en otage l'élection présidentielle.

S. A. I.

SEDDIK CHIHAB (RND) :

«L'Algérie traverse une situation difficile et pleine de doutes»

Sans vraiment avoir l'air d'y toucher, Seddik Chihab, député et membre du secrétariat national du RND relance le débat sur les divergences qui agitent les factions au sommet du pouvoir et parle «de cacophonie à laquelle le président de la République vient de mettre un terme dans son dernier message». Seddik Chihab s'exprimait à l'ouverture des travaux du Conseil de la wilaya de Tizi-Ouzou du RND qui s'est tenu dans la journée d'hier, vendredi, coïncidant avec la célébration du 27^e anniversaire de ce parti. Une occasion pour le député et secrétaire de wilaya du parti du président du Sénat de revenir sur les événements qui ont émaillé le parcours du parti depuis sa naissance. L'orateur n'a pas manqué d'appeler les militants à rester unis et à oublier les divergences et les turbulences qui ont émaillé la vie du parti et qui ont conduit à la démission de l'ex-secrétaire général Ahmed Ouyahia dont le nom évoqué a été salué par les applaudissements des militants. Dans son adresse lue aux présents par la députée O. Larfi, A. Bensalah, secrétaire général du RND, invitera, à son tour, les militants à faire preuve de cohésion et d'unité des rangs. Vigilance et mise en garde contre les menaces qui pèsent sur la stabilité du pays (sic) ont émaillé le discours de Bensalah qui n'en dira pas plus pour éclairer la lanterne des Algériens sur la source et la nature des dites menaces. L'intervention de S. Chihab est une variation sur le même thème de la menace. «L'Algérie traverse une situation difficile et pleine de doute», dira Seddik Chihab qui adopte, à son tour, la stratégie de la tension et de la peur.

Revenant sur les missions que s'est assignées dès sa naissance le parti, l'orateur assurera que le RND est un parti, non du pouvoir mais du devoir et de la résistance contre le terrorisme». Et d'assurer : «Nous continuerons à être un rempart et un soutien solide au président de la République».

Le soutien à la candidature à un 4^e mandat présidentiel de Bouteflika étant tranché (selon une source sûre, une centaine de signatures d'élus du parti ont été ramassées au profit de la candidature de Bouteflika), c'est désormais à son dernier message que S. Chihab se charge de donner du sens et une orientation. Un message invoqué pour dire qu'il a permis de mettre fin à ce que le député du RND appelle «une certaine cacophonie», entendre les divergences et la polémique qui agitent le sommet du pouvoir depuis un certain temps.

S. Aït Mébarek

INSTRUCTION DE ABDELAZIZ BOUTEFLIKA POUR «CRÉDIBILISER» L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La direction de campagne de Benflis peu convaincue

La direction de campagne du candidat Ali Benflis qualifie de «pratique courante» l'instruction adressée par Abdelaziz Bouteflika à l'administration. Une «tradition» qui n'apporte rien de nouveau en termes de transparence du scrutin.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le staff de campagne de Ali Benflis est loin d'être convaincu par la teneur de l'instruction présidentielle rendue publique jeudi. Appelant à «crédibiliser» l'élection du 17 avril, Abdelaziz Bouteflika a ordonné au gouvernement de respecter la loi.

«J'ai instruit le gouvernement de veiller à prendre toutes les dispositions que commande une organisation parfaite de cette échéance électorale, sous tous ses aspects, dans le souci d'en garantir le bon déroulement, dans le respect de la loi et des principes de neutralité, de régularité, de transparence et de crédibilité», est-il

précisé dans cette instruction. Abdelaziz Bouteflika note également «la nécessité qu'il y a, pour toutes les autorités et les instances chargées d'organiser ce scrutin, chacune dans le cadre de ses compétences, de faire preuve d'efficacité et de rigueur dans l'exercice de leurs missions consignées par la loi». «La dernière directive du président de la République est une pratique courante avant chaque échéance électorale. Il n'y a rien de nouveau. Lors des élections précédentes, des instructions du même genre ont été données mais les élections n'ont pas été impartiales pour autant. Il faut que ces instructions soient mises en pratique sur le terrain», indique Lotfi Boumeghar, chargé de la communication du candidat à la présidentielle.

Exiger du gouvernement et de l'administration de respecter la loi est une décision qui n'est pas pour rassurer la classe

politique. «Dans les pays qui ont réalisé des avancées importantes en termes de démocratie, une telle instruction serait un non-événement. L'administration est tenue d'être neutre et impartiale. C'est son devoir de respecter la loi», note Boumeghar. Selon lui, il serait plus judicieux «d'instaurer un climat politique qui atteste la volonté de toutes les parties d'accepter les règles de la démocratie et de l'alternance au pouvoir». Ali Benflis et son staff comptent mener un véritable combat contre la fraude électorale. Des mécanismes de contrôle sont actuellement en cours de développement. Le 8 février, à l'occasion d'une réunion avec ses directeurs de campagne de wilayas, ce candidat avait annoncé la nécessité de défendre les «voix». «Nous défendrons nos voix et nos droits pour préserver la volonté populaire qui reste la plus grande garantie de la stabilité nationale.»

T. H.

GROGNE SOCIALE, DÉBRAYAGES, CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE, ÉMEUTES, INSÉCURITÉ...

Une présidentielle sous haute tension

Jamais de l'histoire de l'Algérie indépendante, les prémices d'une échéance présidentielle n'ont été entachées de tels troubles et conflits, et ce, à tous les niveaux, que celles du 17 avril 2014. Le malaise est largement ressenti. La société bouillonne. Le pays est en dépression.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Entre grèves cycliques dans différents secteurs, un mécontentement social quant à la gestion des affaires publiques, un conflit intercommunautaire qui en l'espace de quelques jours s'est transformé en un drame humain à Ghardaïa, émeutes et diktat de bandes rivales dans les quartiers et à travers le pays, l'Algérie sombre dans une asphyxie profonde, à la veille d'une échéance cruciale, les élections présidentielles d'avril 2014. L'atmosphère est irrespirable. Le malaise est ressenti à tous les niveaux. Une école paralysée depuis quatre semaines, et même si aujourd'hui, une solution s'offre en perspective, après que syndicats et tutelle ont trouvé un terrain d'entente, il sera difficile de rattraper le temps perdu. Surtout que le gel des

cours a été observé différemment à travers les écoles du pays, et qu'il faudra agir au cas par cas. Pour y remédier, il est craint qu'une anarchie, un cafouillage ne s'emparent du secteur de l'éducation nationale. Pis encore, deux intersyndicales réunissant onze syndicats autonomes menacent d'une action de protestation le jour de la tenue de la tripartite sociale, le 23 février. Si pour la plupart, le partenaire social qui prendra part à cette tripartite n'est pas représentatif, les questions qui seront à l'ordre du jour ne répondent pas aux aspirations des travailleurs, surtout qu'il y a doute sur leur concrétisation. Comme si toute cette grogne sociale ne suffisait pas, un conflit intercommunautaire est venu s'ajouter aux sombres jours précédant une échéance électorale décisive pour l'avenir du pays. De rudes affrontements à Ghardaïa, soldés par plusieurs morts et blessés, des écoles, des habitations, des commerces saccagés et incendiés, avec des accusations portées contre le parti pris d'une institution censée être neutre et assurer la sécurité du citoyen, qu'est la police. Des vidéos ont, pour rappel, été publiées sur le net où la police avait fait

équipe avec les Chaâmbis contre les Mozabites. Des sanctions dans les rangs de la DGSN ont d'ailleurs suivi ces dépassements. Au même moment, soit début février, un rassemblement des chômeurs a été tenu à Ouargla, et d'autres jeunes gens ont bloqué la route à Touggourt, tentant d'incendier un camion-citerne transportant du carburant. Il y a eu aussi, des émeutes à l'ouest du pays où des jeunes de la région d'Aïn Témouchent ont investi la rue, défiant les forces de l'ordre.

Côté sécurité publique, le pays n'a visiblement jamais connu de tels épisodes, où des bandes rivales s'affrontent publiquement et font la loi dans les quartiers, allant jusqu'à défier l'autorité de l'Etat, et profitant d'une impunité incompréhensible. Ces jeunes voyous se disputent les territoires pour la vente de drogue, les espaces publics et endroits de stationnement pour le racket d'honnêtes citoyens, sous le regard passif des services de sécurité.

A huit semaines du 17 avril 2014, l'Algérie est en dépression.

M. M.